

Il est, à mon avis, extrêmement important que le Parlement puisse discuter de l'abandon imminent de ces services ferroviaires avant l'entrée en vigueur, le 15 novembre 1981, du décret du conseil. Il s'agit, pour des douzaines de localités et des dizaines de milliers de Canadiens d'une situation d'urgence au sujet de laquelle le Parlement a le droit d'être entendu. Madame le Président, si, à votre avis, il est justifié d'invoquer l'article 26 du Règlement, je suis disposé à proposer la motion d'usage.

Mme le Président: Il n'y a guère de doute que le député soulève une question d'intérêt national qui préoccupe grandement l'ensemble des Canadiens. Toutefois, pour décider du bien-fondé d'un débat d'urgence sur la question, je dois m'appuyer sur divers critères.

Le député se rend bien compte qu'il est difficile d'appliquer l'article 26 du Règlement dans le cas de décisions prises par divers organismes dans l'exercice de leurs fonctions habituelles, en l'occurrence la Commission canadienne des transports. Il est évident que le service ferroviaire subit constamment des transformations. La présidence a toujours rejeté ces questions, car elles ne constituent pas un sujet de discussion admissible aux termes de cet article du Règlement. Ayant déjà été ministre des Transports, le député sait sûrement qu'il peut soulever cette question d'autres façons. C'est donc à regret que je dois refuser la motion.

* * *

● (1550)

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, on répondra aujourd'hui aux questions nos 410, 588, 592, 811, 892, 1009, 1050, 1051, 1324, 1329, 1434, 1529, 1541, 1615, 1774, 1901, 2103, 2111, 2123, 2129, 2137, 2142, 2146, 2167, 2175, 2203, 2227, 2251, 2263, 2325, 2361, 2365, 2368, 2371, 2376, 2392, 2435, 2443, 2450, 2452, 2453, 2467, 2487, 2499, 2500, 2502, 2506, 2516, 2520, 2532, 2543, 2562, 2573, 2574, 2575, 2586, 2588, 2598, 2599, 2600, 2622, 2623, 2627, 2628, 2631, 2632, 2634, 2636, 2637, 2638, 2660, 2667, 2668, 2693, 2694, 2709, 2717, 2727, 2729, 2738, 2754, 2791, 2796 et 2871.

[Texte]

LES FONCTIONNAIRES PAYÉS POUR DU TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

Question n° 410—M. Orlikow:

1. Combien de fonctionnaires dans chaque ministère, commission, société d'État et autres touchant, l'an dernier, un traitement annuel de plus de \$18,000 ont été payés pour du travail supplémentaire?

2. Combien ont touché, pour du travail supplémentaire, a) moins de \$1,000, b) entre \$1,000 et \$2,000, c) entre \$2,000 et \$3,000, d) entre \$3,000 et \$4,000, e) entre \$4,000 et \$5,000, f) \$5,000 et davantage?

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):

	1	2a)	b)	c)	d)	e)	f)
Agriculture Canada	2466	1012	398	283	216	167	390
Commission canadienne du lait	16	10	4	1	1	—	—
Société du crédit agricole	4	3	—	1	—	—	—

Questions au Feuilleton

	1	2a)	b)	c)	d)	e)	f)
Communications	395	326	32	12	8	6	11
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	27	19	2	2	—	2	1
Téloglobe Canada	*374	97	45	48	43	33	108
*3/4 de ceux-ci travaillent par équipe de nuit							
Office national du film	102	54	14	13	6	5	10
Bibliothèque nationale du Canada	25	19	4	—	—	1	1
Musées nationaux du Canada	149	114	14	8	7	3	3
Archives publiques du Canada	25	23	2	—	—	—	—
Consommation et Corporations Canada	420	364	46	5	3	—	2
Emploi et Immigration	3942	3168	460	169	76	33	36
Commission d'appel de l'immigration							
Énergie, Mines et Ressources	560	258	131	74	42	16	39
Office nationale de l'énergie	88	54	15	7	6	2	4
Environnement	2765	1367	590	310	174	112	212
Finances	73	52	8	3	4	3	3
Bureau du vérificateur général	92	51	23	8	4	3	3
Assurances	5	5	—	—	—	—	—
Pêches et Océans	1126	421	271	162	89	65	118
Affaires indiennes et du Nord canadien	655	416	105	49	31	20	34
Commission d'énergie du Nord canadien	52	3	2	4	4	9	30
Industrie et Commerce	103	87	12	2	—	2	—
Banque fédérale de développement	7	6	1	—	—	—	—
Agence d'examen de l'investissement étranger	2	2	—	—	—	—	—
Commission du système métrique	23	18	—	3	1	—	1
Justice	29	26	1	2	—	—	—
Commission canadienne des droits de la personne	4	2	2	—	—	—	—
Commission de la révision de l'impôt	6	—	—	4	2	—	—
Ministère du Travail	46	28	10	4	1	—	3
Conseil canadien des relations du travail	17	10	5	2	—	—	—
Défense nationale	1640	1332	200	61	19	11	17
Construction de Défense (1951) Limitée	19	12	2	2	2	1	—
Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social	815	556	111	49	41	17	41
Conseil de recherches médicales	1	1	—	—	—	—	—
Postes canadiennes	3774	1853	675	467	283	196	300
Cabinet du Premier ministre	11	8	3	—	—	—	—
Commissions	2	1	1	—	—	—	—
Conseil économique du Canada	3	2	1	—	—	—	—
Bureau des Relations fédérales-provinciales	4	2	—	—	—	1	1
Bureau du Conseil privé	12	9	2	—	—	—	1
Directeur général des élections	14	—	2	2	—	3	7
Travaux publics	950	619	166	62	26	31	46
Société canadienne d'hypothèques et de logement	85	62	18	4	—	1	—
Commission de la Capitale nationale	32	22	9	1	—	—	—
Expansion économique régionale	84	52	19	11	—	2	—
Société de développement du Cap-Breton	238	97	43	35	17	22	24
Revenu national	1356	1135	135	50	16	10	10
Douanes et Accise	2626	1382	553	337	184	78	92
Science et Technologie	7	6	—	—	—	1	—
Conseil national de recherches	297	191	50	24	10	4	18